

PARLEMENT EUROPÉEN
Commission Agriculture et Développement Rural
Bruxelles, 12 Octobre 2016

*Échange de vues sur la concentration des terres agricoles en
Europe et l'accès à la terre*

Principaux enseignements du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre et aux Ressources naturelles (2015-2016)



FORUM MONDIAL SUR L'ACCÈS À LA TERRE
FMAT 2016

Présentation par Michel Merlet,
Directeur d'AGTER et membre du Comité International d'Organisation du FMAT
michel.merlet@agter.org



WORLD FORUM ON ACCESS TO LAND
WFAL 2016 Valencia, Spain
March 31st- April 2nd

Le Forum Mondial sur l'Accès à la Terre

APPEL

Dix ans après le Forum Mondial sur la Réforme Agraire FMRA (Valencia, 2004) et la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural CIRADR (Porto Alegre, 2006), et dans le prolongement de l'Année Internationale des Agricultures Familiales (AIAF), nous, signataires du présent appel, soulignons la nécessité de réunir à nouveau, dans un débat ouvert, différents acteurs sociaux et institutions pour faire avancer la réflexion et améliorer l'accès des agriculteurs pauvres à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles.

La situation actuelle - persistance de la faim, croissance démographique, exclusion, chômage massif, crise environnementale et perte de souveraineté alimentaire - ainsi que les acquisitions, locations et concessions foncières, invitent à revisiter la question de l'accès à la terre et aux ressources productives. Si la rentabilité financière des investissements est souvent au rendez-vous, elle n'est pas garante, loin de là, de leur efficacité économique, ni de l'intérêt des populations concernées et des générations à venir. Le choix de promouvoir des entreprises agricoles basées sur la production d'un petit nombre de denrées, grandes consommatrices d'intrants de synthèse et d'énergie fossile, et basées sur l'emploi de travailleurs salariés, se traduira-t-il par un accroissement significatif de la production et de la richesse produite ? Permettra-t-il la création d'emplois et de revenus pour des centaines de millions d'actifs aujourd'hui sur la voie de l'exclusion, et autant ou davantage appelés à entrer sur le marché du travail ? La révolution agricole à venir, susceptible à la fois de nourrir correctement 9 milliards d'humains, de donner du travail au plus grand nombre et d'éradiquer la faim, pourra-elle être basée, comme par le passé, sur un remplacement massif du travail par du capital ? Comment faire en sorte que les principes énoncés dans le cadre des « directives volontaires » se traduisent effectivement dans les faits par le respect des droits des populations et la promotion d'un développement durable ?

Enfin, la question des droits et des « biens communs » nous semble devoir être réinscrite à l'agenda des discussions internationales. L'accaparement massif des ressources de la planète, par-delà la diversité de ses manifestations, traduit leur marchandisation toujours plus étendue, au nom de la croissance et du bien-être à l'échelle mondiale. Mais cela conduit à ignorer les dimensions historiques, écologiques, sociales, culturelles et politiques des dynamiques en cours, et à minimiser leurs impacts. Dans ce contexte, il nous semble indispensable de remobiliser la question des droits de l'homme, élargie à celle du droit des populations à disposer d'un accès équitable à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles et de leur droit à mettre en œuvre les systèmes de production les plus conformes à la fois à leurs choix techniques, écologiques, économiques et culturels, et à l'intérêt général.

Nous appelons les organisations de la société civile et les institutions gouvernementales à se mobiliser pour que soit ouvert un forum mondial consacré à l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Il est indispensable de mettre en débat les analyses et les propositions de chacun sur les évolutions en cours et les problèmes majeurs qu'elles engendrent. Nous appelons la réunion d'un tel forum pour dégager et mettre en œuvre les réponses les plus efficaces pour les résoudre.



- 400 participants, originaires de 70 pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie, d'Amérique
- Organisations paysannes, de pasteurs, de pêcheurs, forestières, organisations indigènes, des représentants de populations et collectivités urbaines, des ONG nationales et internationales,
- Représentants d'institutions publiques, FAO, Ministères, Agences de coopération,
- des chercheurs et universitaires



WORLD FORUM ON ACCESS TO LAND
WFAL 2016 Valencia, Spain
March 31st- April 2nd

RENCONTRE CONTINENTALE PRÉPARATOIRE: L'ACCAPAREMENT ET LA CONCENTRATION DES TERRES EN EUROPE

Bruxelles, 16 novembre 2015, Comité Économique et Social Européen


L'agriculture des pays européens est en cours de transformation profonde et rapide: polarisation des structures de production, concentration des terres, ...

Le choix d'un modèle d'agriculture pour l'Europe est un véritable choix de société.

Il nous faut prendre conscience de l'importance du maintien d'une agriculture paysanne/familiale en Europe, pour des raisons à la fois économiques, sociales et environnementales



RENCONTRE CONTINENTALE PRÉPARATOIRE DU FMAT
L'ACCAPAREMENT ET LA CONCENTRATION DES TERRES EN EUROPE
- Bruxelles, 16 novembre 2015, Comité Économique et Social Européen -
Brève synthèse – non exhaustive – des principales questions abordées par les participants lors des trois sessions thématiques¹

 **FORUM MONDIAL SUR L'ACCÈS À LA TERRE**
FMAT 2016 Valencia - Espagne
11 mars, 1 et 2 avril

PLAN DU DOCUMENT

La concentration foncière en Europe	2
L'accapement des terres dans l'Europe d'aujourd'hui	2
Des politiques publiques qui concentrent les aides dans les mains de quelques grandes exploitations	3
Caractéristiques et conséquences du modèle agricole européen actuel	4
Le dualisme de l'agriculture européenne : des rapports de force ce plus en plus déséquilibrés	4
L'impact économique, social et environnemental du modèle agricole européen	6
Les performances économiques de l'agriculture à grande échelle en question	6
Baisse des emplois agricoles et exploitation des travailleurs	7
Les conséquences sur l'environnement : l'agriculture européenne, « une machine à réchauffement climatique »	8
Quel type d'agriculture voulons-nous ? Une question qui concerne l'ensemble de la société	8
Des propositions de nouvelles politiques pour avancer	9
Réguler les marchés forcés	9
Favoriser la distribution des aides de la PAC	9
Adopter des politiques d'aménagement de l'espace rural et faciliter les installations agricoles	10
Une alliance indispensable entre le monde rural et le monde urbain	10
Contribuer à modifier les rapports de force	11
S'organiser pour faire bouger les politiques publiques: une action européenne large est nécessaire	11
Les mouvements sociaux comme agents de transformation sociale	11

Les vidéos intégrales de la Conférence sont disponibles sur le site du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre (FMAT)
<http://landaccessforum.org/> et sur le site de ressources documentaires d'AGTER <http://www.agter.org>

¹ Rédaction: Coline Souzian (AGTER), sur la base des transcriptions et analyses des interventions des participants réalisées par Chloé Saïréy et Marta Fratelli. Relecteurs: Michel Merlet, Hubert Cahet, Gérard Leroy, Robert Levaque.

1

http://www.agter.org/bdf/fr/corpus_chemin/fiche-chemin-563.html

M.Merlet. Parlement Européen. Comagri
2016-10-12



LES GRANDES CONCLUSIONS DU FMAT SONT AUSSI APPLICABLES À L'EUROPE

1. La contradiction entre la grande production capitaliste à salariés et la production paysanne/familiale est au cœur des grands enjeux mondiaux,
 - au niveau social (emploi),
 - au niveau économique (valeur ajoutée nette par hectare),
 - au niveau environnemental (maintien de la biodiversité, de la fertilité des sols, lutte contre le réchauffement climatique)
2. Dans chacun de ces domaines, la production paysanne/familiale et la gestion des ressources des territoires par les habitants sont largement plus bénéfiques à la société dans son ensemble que la grande production. Les évolutions actuelles, concentration des ressources et des terres, accaparement, constituent dès lors un grave danger pour l'humanité.
3. La libéralisation des échanges de produits agricoles et les appuis aux grandes exploitations sont largement responsables de ces évolutions. Il faut changer de politiques au plus vite.
4. Alors que 50% de la population mondiale est urbaine, on ne peut plus raisonner les politiques agricoles sans la faire participer aux choix des modèles agricoles à promouvoir et à appuyer.



WORLD FORUM ON ACCESS TO LAND
WFAL 2016 Valencia, Spain
March 31st- April 2nd

LE CONTEXTE : HISTOIRE ET ÉVOLUTIONS RÉCENTES

Quelques documents de référence

1. Par delà la grande diversité des histoires agraires, la plupart des pays de l'Europe ont construit leur développement sur la base d'une agriculture familiale dominante
2. La PAC avait à l'origine comme objectifs : l'autosuffisance alimentaire de la CEE, des revenus suffisants pour les producteurs, des prix acceptables par les consommateurs, mais aussi moderniser l'agriculture et exporter
3. La situation des pays de l'UE est très différente aujourd'hui de ce qu'elle était il y a 50 ans et très diversifiée
4. On constate aujourd'hui une polarisation croissante des structures des exploitations agricoles, entre grandes structures capitalistes à salariés et entreprises sociétaires d'une part et très petites unités, d'autre part. L'incorporation des pays de l'Est a beaucoup accéléré cette évolution.

Land concentration, land grabbing and people's struggles in Europe.

ECVC, Hands Off the Land. 2013-04.

L'accaparement des terres: une sonnette d'alarme pour l'Europe et une menace imminente pour l'agriculture familiale.

Avis du CESE. Janvier 2015.

Extent of Farmland Grabbing in the EU.

TNI. 2015.EU Parliament.

Politiques foncières et histoire agraire en Europe. Étude de 7 pays. Deux dossiers du fonds documentaire d'AGTER.

http://www.agter.org/bdf/fr/thesaurus_dossiers/motcle-dossiers-32.html

http://www.agter.org/bdf/fr/thesaurus_dossiers/motcle-dossiers-8.html

Evolution des structures agricoles en Europe. Politique, régulation et instruments fonciers.

AEIAR. SAFER. Dec. 2015.



L'EUROPE SE DOIT AUJOURD'HUI DE :

1. ne pas s'intéresser seulement à la distribution de la propriété du sol, mais aux exploitations agricoles
 - les systèmes de fermage jouent un rôle décisif dans de nombreux pays
2. repenser le lien entre le rural et l'urbain, avec les nouvelles contraintes environnementales et sociales, entre l'industrialisation et le développement des services, les problèmes de migrations internes et externes
3. redéfinir les formes d'agriculture dont nous avons besoin au début du XXIe siècle
 - au niveau de chaque pays,
 - mais aussi au niveau européen
4. Pour les participants au FMAT, il est clair que c'est sur la base de la production paysanne/familiale ancrée dans le territoire et articulée avec les communautés urbaines voisines que doit s'opérer cette redéfinition.
5. Cela impliquera de réussir à neutraliser les puissants lobbies qui cherchent à promouvoir la maximisation du profit des grandes entreprises.



DEUX GRANDES PROPOSITIONS

1. Stopper la concentration et la polarisation des structures de production agricole et favoriser l'installation des jeunes agriculteurs
2. Ne pas favoriser le remplacement des logiques paysannes par des logiques de sociétés par actions, qui ne vont plus chercher à maximiser les revenus des producteurs, mais le retour sur investissement des actionnaires



WORLD FORUM ON ACCESS TO LAND

WFAL 2016

Valencia, Spain
March 31st- April 2nd

L'EUROPE NE PEUT PLUS AFFIRMER QUE LES POLITIQUES FONCIÈRES SONT DE LA SEULE RESPONSABILITÉ DES ÉTATS MEMBRES. ELLE DOIT:

1. Modifier les outils et les politiques européennes qui accentuent les évolutions contraires aux besoins de la société

- Révision de la distribution des aides de la PAC. Suggestions:
 - Plafonnement des subventions,
 - remplacement des aides à l'hectare par des aides aux actifs,
 - aides aux productions alimentaires plutôt qu'aux agrocarburants,
 - aides pour un meilleur respect de l'environnement et une transition vers une agriculture durable (lutte contre le réchauffement climatique)
- Permettre une plus grande liberté aux pays pour s'adapter et augmenter les aides de rattrapage pour réduire les inégalités de développement
- Inciter les Etats Membres à réguler les différents marchés fonciers
- Restreindre la libre circulation du capital dans les domaines fonciers et agricoles en fonction des orientations de la politique des structures décidée pour l'Europe



L'EUROPE NE PEUT PLUS AFFIRMER QUE LES POLITIQUES FONCIÈRES SONT DE LA SEULE RESPONSABILITÉ DES ÉTATS MEMBRES. ELLE DOIT:

2. Favoriser l'établissement, au niveau de chaque État Membre, de politiques:

- de régulation des différents types de marchés fonciers
 - des marchés d'achat et de ventes de terres
 - des marchés de location
 - des marchés de parts sociales
- d'installation de jeunes agriculteurs
 - en conformité avec les besoins actuels des pays membres
 - avec des aides susceptibles de permettre au plus grand nombre de s'installer, au lieu de favoriser l'agrandissement des unités de production
- de promotion d'une agriculture ancrée dans les territoires
 - liens entre les villes et les campagnes
 - production de proximité
- qui favorisent les alliances entre monde rural et monde urbain